



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CHARENTE

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Collectivités Locales et des Procédures Environnementales
Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
modifiant l'arrêté du 30 juin 2000 autorisant la **SAS CARRIERES AUDOIN ET FILS**
à exploiter une carrière de sable sur la commune de **GRAVES-SAINT-AMANT**
aux lieux-dits « Le Bois du Breuil » et « La Rente d'Ortre »
- Prolongation de la durée de l'autorisation -

Le Préfet de la Charente
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite ;

Vu le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement et sa partie réglementaires ;

Vu le Code Minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000 autorisant la SAS CARRIERES AUDOIN ET FILS à exploiter une carrière de sable sur la commune de GRAVES-SAINT-AMANT aux lieux-dits « Le Bois du Breuil » et « La Rente d'Ortre » ;

Vu le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation sise à GRAVES-SAINT-AMANT aux lieux-dits « Le Bois du Breuil » et « La Rente d'Ortre » déposé le 23 avril 2015 par la SAS Carrières AUDOIN et fils ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant le 4 mai 2015 ;

Vu le rapport et les propositions du 6 mai 2015 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa « formation spécialisée des carrières » du 27 mai 2015 ;

Considérant que la demande de modification de phasage d'exploitation et l'adaptation du montant des garanties financières ne sont pas de nature à entraîner des risques ou inconvénients supplémentaires visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que la modification sollicitée par l'exploitant ne fait pas apparaître d'impacts notables nouveaux sur l'environnement tout en permettant d'optimiser un gisement de qualité ;

Considérant que la prolongation est limitée à 2 ans ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter permettra la bonne utilisation du gisement dans le respect de la quantité du volume de matériaux à extraire autorisé par l'arrêté préfectoral d'exploiter du 30 juin 2000 ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

L'exploitation de la carrière de sables et graviers, située sur la commune de GRAVES-SAINT-AMANT aux lieux-dits « Le Bois du Breuil » et « La Rente d'Ortre » par la SAS CARRIERES AUDOIN et FILS est poursuivie dans les conditions énoncées par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000 modifiées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 : DUREE DE L'AUTORISATION

La durée de l'autorisation d'exploiter prévue par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000 est prolongée de 24 mois.

ARTICLE 3 : REMISE EN ÉTAT

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 30 juin 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

3.1 - Dispositions générales

L'exploitant doit déposer à la Préfecture de la Charente, **avant le 31 mars 2016**, un dossier de demande d'autorisation de renouvellement, extension d'exploitation de la carrière objet du présent arrêté.

En cas de non dépôt du dossier, l'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard 3 mois avant le terme de l'autorisation. La remise en état doit être achevée le 30 juin 2017.

Au moins six mois avant l'échéance de la remise en état, l'exploitant notifie au Préfet la fin d'exploitation.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;

- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- l'aménagement des fronts de taille et la suppression de tous les équipements et structures utilisés au cours de l'exploitation ;
- en tant que de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site tel qu'il a été retenu dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

3.2 - État final

La remise en état doit être effectuée conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2000. Elle doit également respecter les mesures prévues pour la mise en sécurité du site décrites à l'article 3.1 du présent arrêté.

L'objectif final de la remise en état est d'agrandir 2 plans d'eau existants situés à l'Ouest et à en créer un troisième suivant le schéma d'exploitation et de remise en état. Ce dernier plan d'eau comportera une zone centrale de faible profondeur. Les pentes des berges seront de 30°. Leur linéarité sera cassée par des irrégularités afin de diminuer leur aspect artificiel.

Le réaménagement en plans d'eau se fera au fur et à mesure de la progression des travaux sur l'ensemble du site durant la période de la prolongation, un plan de phasage pour la période considéré est annexé au présent arrêté.

Au terme des travaux, l'exploitant transmettra un plan à jour des terrains d'emprise accompagné de photographies.

ARTICLE 4 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant dispose des garanties financières valides jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains.

La remise en état est coordonnée à l'exploitation selon le plan prévisionnel annexé au présent arrêté.

Le montant des nouvelles garanties financières pour la période du 30 juin 2015 au 30 juin 2017 a été fixé à 25 612 euros.

Le montant ci-dessus a été déterminé avec un indice TP01 égal à 671,7.

L'exploitant devra transmettre dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté le nouvel acte de cautionnement.

ARTICLE 5 : PUBLICATION

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, est affiché à la mairie de GRAVES-SAINT-AMANT pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de la Charente (direction des collectivités locales et des procédures environnementales - bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales) le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers :

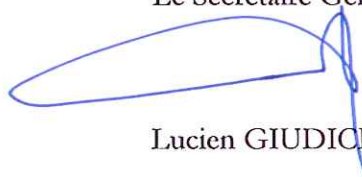
- soit d'un recours administratif (gracieux devant le préfet ou hiérarchique devant le ministre concerné) dans un délai de deux mois ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers :
 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an.

ARTICLE 7 : APPLICATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Cognac, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'inspecteur de l'environnement et le maire de GRAVES-SAINT-AMANT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

ANGOULEME, le 17 JUIN 2015

P/Le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,



Lucien GIUDICELLI

ANNEXE
PLAN DE PHASAGE 2015-2017

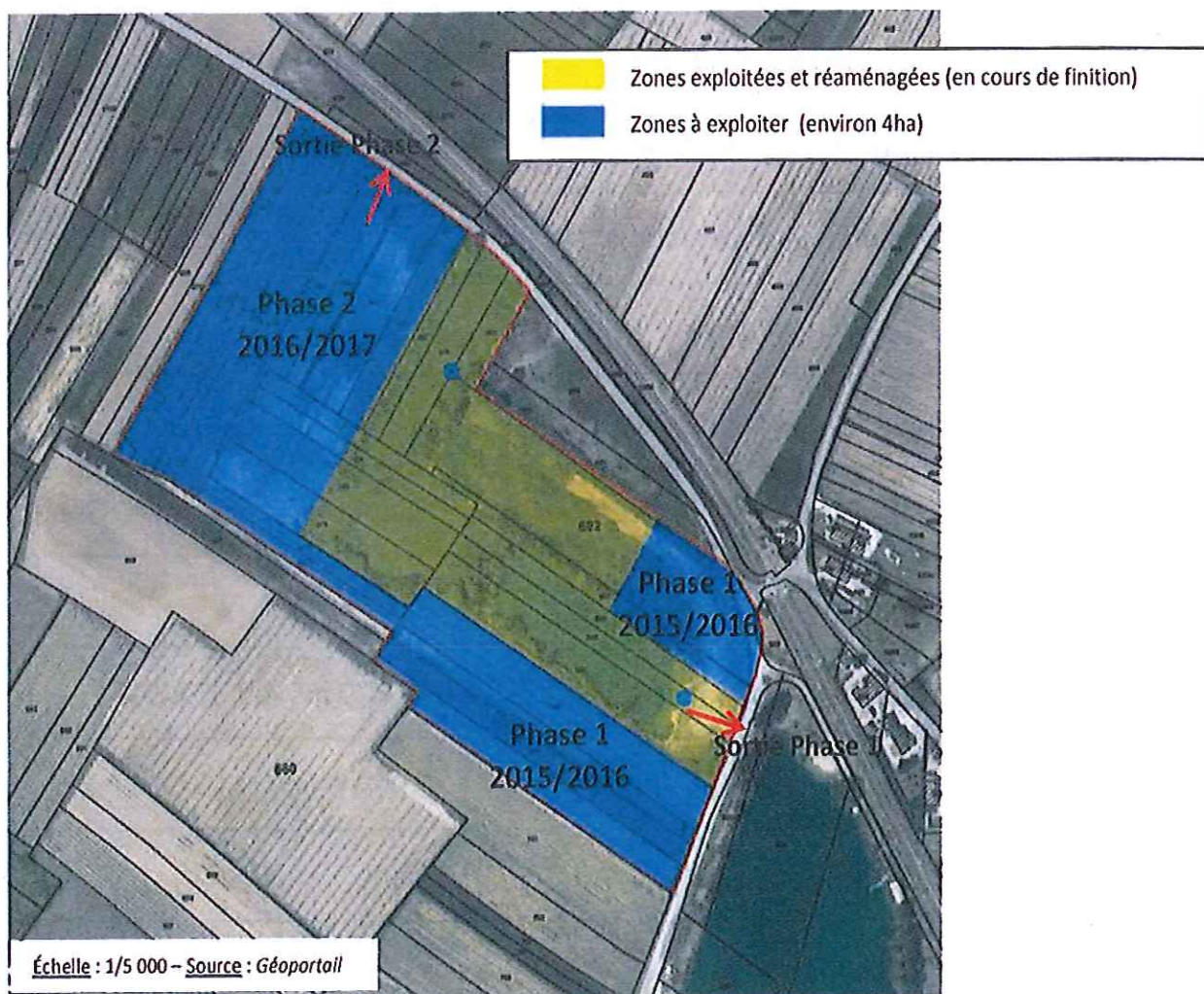


Figure 1 : Phasage d'exploitation 2015/2017

